

# Le Socialisme

Directeur : JULES GUESDE

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI<sup>e</sup>, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an, 5 fr.  
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

## SOMMAIRE

*Les Élections en Belgique.* — L. PÉPIN, député.  
*Être ou ne pas être.* — BRACKE.  
*La Nouvelle Mentalité du Paysan.* — COMPÈRE-MOREL.  
*Après le crime.* — Paul GRADOS.  
*Le crime de Draveil-Vigneux.*  
*Au Jour le Jour.* — P. G.  
*L'Entrevue des Souverains.* — Ch. RAPPOPORT.  
*A propos des Mineurs.* — P.-M. ANDRÉ.  
*Pensions pour la Vieillesse en Angleterre.* — Ch. BONNIER.  
*A propos du " Propriétisme ".* — Victor MAGE.  
*L'Évolution et la Révolution.* — H. GHESQUIÈRE.  
*L'Action sociale à l'Intérieur et à l'Extérieur.*  
*La Presse corporative.*  
*La Presse socialiste.*  
Feuilleton : *Délibérations de la Commission des Syndicats au Congrès international de Stuttgart.*

## Les Elections législatives EN BELGIQUE

Les élections du 24 mai 1908 marquent pour le socialisme belge un pas en avant.

Comme on le sait, en Belgique on renouvelle la moitié de la Chambre tous les deux ans. On ne votait donc cette année que dans quatre provinces, sur neuf que compte le pays.

Il faut remarquer cependant que les élections avaient lieu dans les deux provinces wallonnes les plus peuplées, le Hainaut et la province de Liège.

Les socialistes avaient vu leur influence fléchir il y a quatre ans, et encore il y a deux ans, au profit du parti libéral.

Ils en attribuaient la cause à leur mouvement de grève générale en faveur du Suffrage universel de 1902. Le peuple est toujours admirateur du succès, et nous avions échoué.

En outre, le parti libéral, en 1905 et en 1908, avait modifié son programme dans le sens démocratique.

Seulement les socialistes s'étaient remis vaillamment à l'œuvre, accentuant leur mouvement syndical et l'unissant profondément à l'action politique. Ils firent une propagande intensive en faveur de l'organisation du prolétariat des métiers, surtout dans le Roninge, à Charleroi et à Liège. Puis, par une campagne de presse très active, ils mirent en relief toute la politique d'indifférence et de réaction du parti libéral à la Chambre au sujet des réformes ouvrières.

Il y a deux mois, quand le Parti socialiste se mit en mouvement dans plusieurs arrondissements, nos amis crurent devoir tenir compte de l'opinion de la partie avancée du radicalisme, accepter de mettre les candidats de l'opposition socialiste et libérale sur une même liste, afin de renverser le gouvernement clérical qui détient le pouvoir depuis 25 ans et qui n'avait plus qu'une majorité de 12 voix.

Ces propositions de *cartel* furent combattues par certains militants, ceux qui croient que le Parti socialiste ne doit s'unir à aucun parti bourgeois et doit suivre une politique complètement détachée de toute influence bourgeoise et capitaliste.

Pourtant, le cartel fut conclu à Tournai, à Huy et à Saignies, ainsi qu'à Mons, pour les élections sénatoriales.

Ce que les socialistes intransigeants avaient prévu est arrivé.

A part à Tournai et à Huy, où le candidat socialiste était en bonne place, les libéraux doctrinaires (ils en sont encore à l'époque de Royer-Collard) votèrent pour les catholiques plutôt que pour leurs hommes.

C'est ainsi qu'à Soignies, le candidat socialiste échoua et que le Ministre de l'Industrie et du Travail clérical, candidat au Sénat à Mons, ne fut pas renversé.

Mais partout où les socialistes ont marché seuls, drapeau déployé, programme grand ouvert, combattant la politique coloniale du roi et du gouvernement qui veut l'annexion du Congo, ils triomphèrent, enlevèrent des sièges aux deux autres partis et gagnèrent un grand nombre de voix.

A Mons, circonscription de votre serviteur, nous gagnons 10.000 voix, à Liège 15.000, à Charleroi 11.000. En tout, nous gagnons près de 50.000 voix sur les élections d'il y a 4 ans dans cette partie du pays.

Nous réduisons la majorité du gouvernement de 12 voix à 8 voix et nous avons diminué les forces du parti libéral de 4 voix.

Quant aux socialistes, ils reviennent à la Chambre avec 35 députés au lieu de 31.

C'est une victoire très importante que nous avons remportée, victoire que la presse adverse a reconnue sans restriction.

Si nous n'avions pas eu le système électoral de la représentation proportionnelle, il est certain que nous aurions culbuté cette année le gouvernement clérical. C'est la proportionnelle qui nous lie les bras.

Enfin, c'est partie remise.

Seulement, je pense qu'à l'avenir, nous y regarderons à deux fois avant de conclure encore des cartels en pays wallon.

Ces cartels peuvent obtenir un certain résultat en Flandre, mais en Wallonie, ils ne paraissent pas avoir l'adhésion du corps électoral.

Les socialistes y ont rallié leurs troupes, mais une fraction de la bourgeoisie libérale semble plutôt s'en éloigner.

Beaucoup pensent que c'est grâce à notre cartel au Sénat que nous n'avons pas enlevé à Mons un siège au gouvernement.

En terminant, j'insisterai tout particulièrement sur ce fait pratique, que la victoire du Parti socialiste belge est la conséquence de son organisation, de l'union de tous les groupes du Parti et aussi de la méthode tactique de joindre l'action politique à l'action économique.

L. PÉPIN,  
Député de Mons.

## ÊTRE OU NE PAS ÊTRE

La dernière séance de notre Conseil National a été, dans l'ensemble, fort bonne.

Bonne, parce que le Conseil National est arrivé, pour la première fois, à épuiser son ordre du jour sans avoir besoin de recourir à une séance de nuit.

Bonne, parce qu'il a su, sans se perdre en discussions interminables, accomplir sa besogne et fixer, en le limitant, un ordre du jour qui fera du Congrès de Toulouse un moment considérable de la vie du Parti.

Bonne encore, parce qu'à propos de diverses questions, il a révélé dans notre Parti Socialiste un état d'esprit dont les conséquences seront excellentes.

Sur une intervention de quelques mots, que j'avais cru pouvoir faire, il s'est greffé un débat portant sur des questions dont je n'avais rien dit ni voulu parler.

C'est de ce débat justement qu'est ressortie fort nette pour tous les esprits, la nécessité pour le Parti Socialiste, de définir à lui-même son action propre et indépendante.

Il n'y a donc pas moyen d'en vouloir à ceux qui ont jeté dans la discussion des choses qui n'y avaient que faire, entre autres, l'article de Rappoport paru ici, dans notre dernier numéro.

J'avais simplement fait remarquer que, devant un crime comme celui de Draveil, mettant tout le prolétariat en face des capitalistes propriétaires de fouilles qui avaient commandé l'assassinat, du ministère qui l'avait préparé par sa conduite antérieure et se montrait prêt à le couvrir ensuite, de l'immense majorité du Parlement bourgeois qui devait, par son ordre du jour de confiance, en endosser la responsabilité, la protestation du Parti aurait dû avoir un caractère de rapidité et d'unité qui lui a manqué.

Seule, la Commission permanente pouvait, en même temps qu'elle votait la résolution qu'elle a publiée, donner, en fournissant à toutes les fédérations une indication immédiate, donner à l'agitation du Parti la forme d'une action simultanée et collective.

On a crié là-dessus au désir d'une dictature. C'est-à-dire qu'on nie tout simplement la nécessité de l'organisation, reliant, par une circulation incessante, le centre et les membres.

On pourra revenir sur ce sujet. Quoi qu'il en soit, il a fallu que l'idée de l'indépendance du

Parti fût bien présente à tous les esprits pour qu'il parut naturel de mêler à cette question l'article de Rappoport.

Sous sa forme vive et avec ses quelques inexactitudes de détail, cet article exprimait une crainte très juste : celle de voir le Parti se subordonner à une organisation en dehors de lui.

Qu'on croie plus rapproché ou plus éloigné le moment où l'unité d'action de la classe ouvrière, organisée à la fois dans ses syndicats et dans le Parti, sera assurée, nous sommes tous d'accord pour dire que, dans tous les cas, l'autonomie, l'existence propre de chacun des deux organismes doit être un fait.

Elle ne l'est pas si le Parti croit devoir rester immobile chaque fois qu'il voit marcher la Confédération Générale du Travail.

Il ne l'est pas s'il a l'air d'accepter l'idée anarchiste qui veut faire voir en lui une association purement électorale.

Elle ne l'est pas, s'il laisse croire qu'il ne représente pas en tout temps le maximum de pression du prolétariat sur l'Etat bourgeois, instrument du capitalisme.

En toute occasion, le Parti socialiste doit avoir son mouvement propre, qui ne saurait contrarier, qui ne peut que résumer et renforcer le mouvement corporatif des travailleurs, groupés dans la Confédération Générale du Travail.

Le condamner à l'immobilité, sous prétexte que d'autres bougent, c'est le vouer à la mort et à la dissolution.

Plusieurs voix, dans le Conseil National, entre autre celle de Jean Longuet, ont éloquemment exprimé cette conviction, en rappelant que l'idée anarchiste est le contraire de l'idée socialiste, et qu'on fortifie la première en obscurcissant la seconde.

Le Parti ne vivra que s'il agit, pour lui-même, et de lui-même.

BRACKE.



LA

## NOUVELLE MENTALITÉ DU PAYSAN

A force de répéter aux paysans qu'ils sont les victimes de la classe capitaliste, nos camarades du la terre commencent à le comprendre.

Les fermiers et les métayers ne font plus de difficultés pour reconnaître qu'ils entretiennent leurs propriétaires dans la plus béate des oisivetés. Les petits et moyens agriculteurs n'hésitent pas à nous approuver quand nous dénonçons les intermédiaires capitalistes qui prélèvent sur eux des bénéfices considérables. Et les ouvriers des fermes relèvent de plus en plus la tête devant les exigences du grand patronat agricole.

C'est le réveil de plus de six millions de producteurs !

Certes, nous n'entendons pas dire par là que les ruraux ont une claire notion de leur devenir, et que c'est à notre parole, à la parole socialiste, qu'ils doivent d'avoir secouer cette lourde apathie sous laquelle ils semblaient pour toujours plier, non.

Notre action n'est pas encore assez puissante pour produire ce résultat, et nous ne sommes pas encore descendu assez terre à terre dans notre propagande pour être une force vis-à-vis des paysans.

Trop longtemps nous avons négligé de pénétrer dans la vie même de ceux à qui nous nous adressions.

Trop longtemps nous avons laissé aux plus conservateurs des bourgeois le soin de guider, de piloter les masses rurales.

Faisant de la politique pure, nous semblions ignorants du procès du travail agricole, et c'était en sceptique que Jacques Bonhomme nous écoutait, quelque fois ravi d'entendre de la belle musique mais n'y comprenant pas grand-chose.

Du reste, nous ne pouvions agir autrement.

Il fallait aller au plus pressé.

Absorbés par la propagande à la ville, ou la concentration capitaliste prolétarisait le monde du commerce et de l'industrie, nous n'avions guère le temps d'aller en province exposer et détailler les considérants de notre programme agricole. Seule une des plus importantes fraction

du Parti socialiste aujourd'hui unifié, se consacra un peu plus spécialement à cette action toute spéciale et obtint un réel succès.

Aussi, si les paysans semblent briser avec les tenants de la classe capitaliste, ce n'est pas pour aller tout de go au socialisme.

Ils ont les gestes lents et le pas lourd, les gailards, et ils ne vont pas doubler les étapes du premier coup.

Mais ce qui se passe dans la plupart des milieux agricoles est à signaler.

Les syndicats et les coopératives sortent de terre comme des champignons.

Les caisses de crédit agricole et les Mutuelles-Incendie et bétail se créent un peu partout.

On discute avec l'intermédiaire. On le menace, et, en certains endroits, on commence à le supprimer.

Ainsi chez nous, dans la région du Nord, les plus passifs des paysans se révoltent.

Dans tout le Bray, qui couvre une notable partie des départements de l'Eure, la Seine-Inférieure et l'Oise, pays des beurres fins, du lait supérieur et des crèmes succulentes, les producteurs n'entendent plus se laisser exploiter par les intermédiaires qui imposent leurs prix. Des réunions publiques ont lieu et l'étendard de la révolte est levé contre les parasites sociaux vivant autant au détriment des consommateurs qu'au détriment des producteurs.

A côté des Brayons, ce sont les producteurs de fruits rouges, de haricots, des petits pois, choux-fleurs, asperges, etc., etc., qui s'organisent pour ne plus être rançonnés. Plus loin nous voyons les producteurs de la betterave se grouper pour mettre fin aux abus qui manquaient son achat et sa livraison.

Puis, dans les moindres des bourgades, on désire fonder des coopératives, tout aussi bien de consommation que d'achat.

Et ce n'est pas seulement dans le Nord, c'est dans toutes les contrées agricoles de la France que l'on sent cette poussée.

Partout où je suis passé : dans le Centre et le Midi, dans l'Ouest comme dans l'Est, les ruraux brisent ou désirent briser, les vieilles coutumes, les anciennes habitudes de travail, de vente, d'achat, transformer leur vie de fond en comble.

C'est là un présage heureux en même temps qu'une démonstration frappante de l'influence du milieu sur l'homme.

Tant que le producteur rural n'a pas été touché par les méthodes nouvelles de culture ; tant qu'il a ignoré le moderne instrument de travail agricole ; qu'il n'a pas eu à subir la douloureuse et mortelle concurrence de l'exploitation capitaliste ; que ses produits étaient pour la plupart consommés sur place, ne passant pas encore par les griffes de l'intermédiaire, le brave homme restait ce qu'il avait toujours été : un individualiste féroce, personnifiant l'égoïsme le plus étroit, faisant corps avec sa terre, ne voulant à aucun prix consentir qu'un de ses pareils vendit ses produits ou lui achetât ses semences ou ses outils. Mais avec le nouveau mode d'exploitation et de vente, il s'est fait une nouvelle mentalité et il a une nouvelle conception de sa propriété.

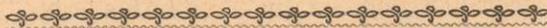
Il nous appartient, il appartient au Parti socialiste de savoir profiter de ce profond et gigantesque changement.

Et, personnellement, je suis persuadé qu'en tenant compte du caractère particulier du paysan ; en ne l'effrayant pas par de vaines et inutiles déclamations ; en l'entretenant de choses pratiques, de faits et de chiffres ; en lui inspirant confiance par une connaissance assez approfondie de ses propres affaires, nous l'amènerons à nous dans un laps de temps assez court, et plus vite que l'on ne croit.

Reste à découvrir le moyen le plus sûr pour le joindre, lui parler et le convertir.

Tout le problème est là.

COMPÈRE-MOREL.



## PETITS PROFITS CAPITALISTES

Les bénéfices de l'Hôtel Continental, à Paris, se sont élevés, en 1907, à 1.020,014 francs contre 474.708 en 1906.

L'assemblée générale des actionnaires-propriétaires de cet hôtel, a fixé le dividende à 70 francs par action.

## APRÈS LE CRIME

Il s'est trouvé seulement *soixante-trois* députés pour refuser leur vote à l'ordre du jour impliquant la confiance au ministère. Soixante-trois députés seulement n'ont pas admis que l'assassinat commis à Draveil ne fût point un assassinat, sous prétexte que ses auteurs — ou plutôt ses instruments — portaient l'uniforme de la maréchaussée.

Tous les autres, *sans distinction d'étiquette politique*, ont expressément reconnu au patronat et à ses défenseurs naturels le droit de vie et de mort sur la chair à profits qui ne veut pas se laisser surexploiter sans quelque résistance. Leur vote signifie qu'il n'existe ni garantie ni protection légale pour les salariés qui prétendent chômer contre la volonté capitaliste ; que les divers droits de réunion, de coalition et de grève, inscrits dans la plus bourgeoise des législations, n'existent en fait que dans la mesure où les agents de l'autorité veulent bien en tolérer l'exercice ; que tout est permis contre les travailleurs usant de ces moyens légaux, qu'on peut les abattre impunément comme certains animaux sauvages passibles en toute saison des balles des chasseurs avec ou sans permis... Leur vote signifie tout cela à la fois.

Et tout cela, ce n'est pas seulement la réaction césarienne, cléricale, monarchiste et progressiste qui l'affirmait carrément et sans détours à la séance du 11 juin : la réaction blocarde, radicalisante, radicalo-socialisante et « socialiste-indépendante » le disait avec ses sœurs aînées, dans un concert unanime où se perdaient les quelques notes discordantes jetées par des Pelletan et des Rosambo.

Jamais le Constans de Fourmies, jamais aucun de ceux qui lui succéderont au pouvoir — pas même la trinité Waldeck-Millerand-Galliffet — ne put grouper à la Chambre une majorité si nombreuse quand ils se présentaient avec du sang ouvrier sur les mains. C'est à croire que pour obtenir un succès pareil — ni plus ni moins qu'auprès des lecteurs de faits-divers sensationnels — il fallait un crime bien authentique, bien atroce, joignant à son caractère non équivoque d'assassinat les circonstances aggravantes du guet-apens et de la préméditation.

Avons-nous lieu d'en être surpris ? Aucunement.

Au lendemain même de la victoire électorale qui porta le parti radical au pouvoir, qui lui livra sans partage l'administration des intérêts bourgeois et leur défense contre les revendications ouvrières, nous avons prévu, annoncé, expliqué ce qui devait arriver. Logiquement, inévitablement, disions-nous, les nécessités de la conservation sociale imposaient aux nouveaux dirigeants une politique d'autant plus rétrograde, d'autant plus violemment réactionnaire, que le *péril rouge* allait toujours grandissant, que le monde du travail avait acquis des forces nouvelles et menaçait davantage le régime capitaliste d'une disparition prochaine.

Depuis longtemps aussi, nous disions que pour sauver non pas même son existence, mais seulement la moindre parcelle de ses bénéfices, la bourgeoisie n'hésiterait jamais à fouler aux pieds sa propre légalité, à recourir aux moyens les plus barbares et les plus sanguinaires, à sacri-

fier d'un cœur léger des existences humaines comme elle en sacrifie tous les jours dans ses bagnes industriels, dans son enfer géologique, dans ses expéditions coloniales...

Mais il ne suffit pas d'avoir mis en lumière la signification politique et la portée sociale des faits dont nous nous occupons : il faut encore en dégager la leçon qu'ils comportent pour la classe ouvrière, les différents devoirs et la ligne de conduite qu'ils lui imposent.

Or, le devoir immédiat, c'est d'assurer à tout prix la victoire des grévistes de Draveil. En attendant que la justice révolutionnaire du prolétariat soit en mesure de punir tous les crimes d'origine capitaliste, nous pouvons, nous devons donner la revanche aux victimes du massacre en infligeant une défaite aux meurtriers sur le terrain économique. *Les terrassiers doivent triompher*, leur grève doit être victorieuse. Il appartient à leurs frères de travail de rendre leur succès possible en leur envoyant le « nerf de la guerre ».

Un autre devoir — dont l'accomplissement est peut-être un peu moins proche, mais dont la préparation active devient de plus en plus urgente et nécessaire — c'est le renversement d'un régime où la guerre économique, plus meurtrière et plus désastreuse encore que les conflits à main armée, divise la famille humaine contre elle-même et fait couler du sang sur tous les points du globe ; c'est l'expropriation politique de la bourgeoisie par la conquête du pouvoir, préface et moyen indispensables de son expropriation économique ; c'est en un mot la substitution — par l'avènement du collectivisme — de l'harmonie des intérêts à leur antagonisme, de l'entente pour la vie à la lutte pour la vie.

Paul GRADOS.

## La Tuerie de Vigneux

### Ordre du jour du Conseil National

Le Conseil national convaincu que les conflits qui surgissent quotidiennement entre le capital et le travail, et leur issue souvent sanglante, ne sont que l'aboutissant normal de l'état de guerre permanent engendré par le système de production et de propriété capitaliste :

Enregistre sans étonnement le vote cynique par lequel la majorité bourgeoise de la Chambre s'est empressée de ratifier les méthodes barbares de persécution employées par le ministère Clemenceau contre les grévistes de Draveil et la classe ouvrière organisée en général, il rappelle au prolétariat qu'il ne saurait se contenter de protestations verbales nombreuses et énergiques, mais que le meilleur moyen d'en imposer au capital et au gouvernement — son soutien le plus effectif — c'est d'accroître la force de ses organisations, politique et économique, socialiste et syndicale, en attendant que, par son effort patient et infatigable, cette force considérablement accrue, lui permette de renverser le régime d'oppression et de peur qu'est le régime capitaliste pour installer à sa place un régime de propriété commune dont l'établissement définitif est la raison d'être du Parti socialiste.

## A NOS CORRESPONDANTS

Les camarades qui adressent leur copie directement à l'imprimerie — ce qu'ils doivent d'ailleurs éviter de faire — sont priés de prendre note que « Le Socialisme » est imprimé à la COOPÉRATION DU LIVRE (Association ouvrière), 3, impasse Crozatier, Paris XVII<sup>e</sup>.

D'une manière générale la copie doit être adressée au bureau du journal, 15, rue Visconti, pour le lundi, jour de réunion du Comité de Rédaction.

# Au Jour le Jour

### A propos de balles.

Durant la cérémonie officielle qui suivit le transport des restes de Zola au Panthéon, un journaliste a tiré deux coups de revolver sur Alfred Dreyfus et l'a blessé au bras.

La presse bourgeoise affirme qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'une tentative de meurtre, mais seulement d'une « manifestation » (charmant euphémisme !) et d'autre part elle cherche à faire passer ce « manifestant » pour un « déséquilibré » (flatterie vraiment délicate à l'adresse des autres citoyens qui, plus ou moins, échangèrent des horions dans cette mémorable journée !)

Manifestants et déséquilibrés sans doute aussi, les pandores qui « rétablirent l'ordre » à Draveil deux jours auparavant ?

Mais alors que, seuls, les journaux anti-dreyfusards imputent à la victime la responsabilité de l'attentat du jeudi, leurs confrères blocards ont fait chorus avec eux pour déclarer que c'était la faute aux grévistes si, le mardi précédent, les gendarmes les ont fusillés.

### Discordance.

Dans tout mouvement d'origine ou d'initiative bourgeoise, on trouve toujours une note un peu ridicule.

C'est ainsi qu'à Londres, les déléguées françaises qui prenaient part à la manifestation des « suffragettes » eurent l'idée tout au moins saugrenue d'exhiber des bannières sur lesquelles figurait le nom de... Jeanne d'Arc !

Comment cette délicate attention fut appréciée par les nobles et honnêtes manifestantes londoniennes plus ou moins apparentées à des familles princières ou ministérielles, c'est ce qu'on oublie de nous dire.

Vous figurez-vous, par analogie, les élèves d'Andler s'amenant à Berlin avec un buste de Napoléon I<sup>er</sup> porté en triomphe ?

Le socialisme *seul* est en mesure de donner à ses manifestations un caractère vraiment international, parce qu'il n'a dans son passé que le souvenir du martyrologe *international* du monde ouvrier.

### Culot monstre.

Il n'est pas possible de qualifier autrement que par cette expression — triviale peut-être, énergique et juste à coup sûr — l'attitude du sénateur Vidal de Saint-Urbain et du député Georges Berry.

Le même jour, ces deux parlementaires questionnent le gouvernement sur le genre de châtiment qu'il conviendrait d'appliquer au crime d'assassinat, alléguant l'un et l'autre la non-application coutumière de la peine de mort et surtout l'« inefficacité » de la transportation à Cayenne ou à la Nouvelle...

Inefficaces vous-mêmes ! et que diriez-vous donc, législateurs que vous êtes, si les tribunaux traitaient les assassins sans uniforme comme vous avez traité les gendarmes de Draveil et le ministère qui prit fait et cause pour eux ?

### Le Péril jaune.

« Nous n'avons pas à redouter les Chinois au point de vue militaire, quant à présent du moins, déclare sir Robert Hart, directeur des douanes chinoises ; mais le péril jaune se présente sous la forme industrielle et commerciale. Les millions et les millions d'habitants de ce grand empire vivent à si bon marché, qu'il faut s'attendre de leur part à une concurrence des plus redoutables. »

Il faut entendre évidemment par là que les produits de l'industrie et du commerce chinois, qui se vendent moins cher que les nôtres, menacent d'envahir et d'accaparer les marchés européens.

S'il ne s'agissait, en effet, que d'une concurrence de main-d'œuvre faite aux ouvriers de nos

pays et déterminant un avilissement des salaires, les capitalistes d'Europe et leurs représentants, bien loin d'appeler cela un *péril jaune*, trouveraient que tout est pour le mieux dans la meilleure des Chines.

Comprise et pratiquée d'une certaine façon, la « jaunisse » n'est-elle pas leur suprême espoir et leur suprême ressource ?

### Scrutin de classe.

De mémoire de parlementaire, jamais majorité si nombreuse que celle du 11 juin ne s'affirma contre les victimes des carnages policiers.

Sous les Casimir, sous les Dupuy, voire sous les Waldeck-Millerand-Galliffet, on trouvait encore à la Chambre plus d'une centaine de députés pour refuser leur confiance au gouvernement quand le sang ouvrier avait coulé sur un champ de grève.

Aujourd'hui, seuls ou à peu près, les élus du Parti restent du côté des assassinés ; tous les autres — à part quelques rares exceptions, — acceptent, revendiquent leur part de responsabilité et de complicité dans le crime commis par les argousins.

Le radicalisme ne connaît plus d'ennemis à droite : c'est exclusivement *contre la classe ouvrière* qu'il gouverne et réprime. On vote au Palais-Bourbon comme on vient de voter aux élections municipales et cantonales, c'est-à-dire *pour ou contre* le socialisme.

### Quelqu'un troublera la fête.

Dimanche, au Conseil national, une intervention vigoureuse de nos élus au Parlement contre le projet de voyage de Fallières en Russie ou de Nicolas en France a été préconisée par ceux de nos camarades qui se piquent volontiers d'antiparlementarisme.

Il est nécessaire, en effet, que l'action parlementaire du Parti — dont quelques députés à tendances trop majoritaires se font trop souvent une idée fautive — conserve toujours son caractère de classe et d'opposition, et cesse par là même de défrayer la critique anarchiste.

Et, de son côté, le Parti saura faire son devoir pour rendre impossible au bourreau du peuple russe l'accès du territoire français.

### Ces bons plumitifs.

Pendant la guerre russo-japonaise, notre presse russophile et patriotarde annonçait continuellement, avec une persévérance digne d'un meilleur sort, les « grandes victoires » de nos alliés.

Pendant l'équipée marocaine, elle ne cessa de prédire l'écrasement du « rebelle » Moulaï-Hafid... et voici que ce dernier est devenu le maître de presque tout le pays.

Le lecteur français veut être respecté, déclarait Boileau. C'est possible, mais il ne paraît pas tenir autrement à être bien renseigné...

Et c'est vraiment drôle de voir les susdits informateurs pondre des colonnes de copie contre la théorie du *sabotage*.

### Cent cent après.

La série continue.

Après Nègre, après d'autres encore, voici Roux-Costadau qui subit les rigueurs préfectorales contrairement à l'avis de ses juges compétents, c'est-à-dire de la Commission départementale.

Celle-ci ne demandait que la *censure* (et à une faible majorité) ; le préfet de la Drôme prononce la *révocation*.

Il était réservé au plus « démocratique » des partis bourgeois de restaurer le règne du « bon plaisir », auquel leurs aînés ont cru mettre fin en démolissant la Bastille, en guillotinant Louis XVI et en ébranlant tous les trônes de l'Europe.

P. G.

## L'Entrevue des Souverains

Il ne s'agit pas ici de l'entrevue du roi des *Folies-Bergères* et de l'empereur des *Pogroms*, de l'alliance naturelle de la haute noce capitaliste et du despotisme tsariste, de l'or et du sang... Nous laissons cette mine inépuisable à nos confrères de la grande presse bourgeoise qui, pour la plupart, ne savent rien et disent tout, en politique extérieure aussi bien qu'intérieure.

Il ne s'agit pas des souverains d'aujourd'hui, condamnés à disparaître, jouissant pour le quart d'heure de leur reste, et d'une façon assez inquiétante pour la paix du monde.

Je parle des vrais souverains de demain, souverains de droit sinon de fait, — les prolétaires des deux mondes.

Je parle des délégués dûment mandatés d'un million de mineurs de tous les grands pays capitalistes réunis, la semaine dernière, dans les Salons du Café du Globe.

Les prolétaires de sous-terre de toutes les grandes nations ont conclu entre eux un pacte fraternel et indissoluble.

Les souverains noirs du sous-sol ont cru, eux aussi, comme ceux de Revel, à la paix du monde. Il y a pourtant une différence. Les affirmations pacifiques du prolétariat ne provoquent nulle part un frisson de guerre ni de nouveaux armements.

Lorsque les prolétaires des deux mondes affirment courageusement et vaillamment leur désir de paix et de fraternité internationale, nul ne se demande, comme après Revel, quel sera le lieu du prochain rendez-vous de l'égorgeement universel.

Entre prolétaires, on ne s'aime pas contre quelqu'un.

Pour les rois, présidents et empereurs, bonnes à tout faire du capital et des privilèges, parler de la paix, c'est une façon de préparer la guerre.

Que l'on se rappelle la fameuse déclara-

tion de Napoléon : « L'Empire, c'est la paix » à la veille des terribles tueries guerrières.

La paix prolétarienne n'est pas à la merci des intrigues diplomatiques, des combinaisons financières et autres. Le prolétariat veut et peut la paix parce que l'intérêt prolétarien est un.

Les mineurs réunis au café du Globe ont pu constater que leurs revendications immédiates — la journée de huit heures, la réglementation de production, la protection de la santé et de la vie des forçats du sous-sol, le salaire minimum — ne peuvent se réaliser que par la solidarité internationale. Lorsque les ouvriers réclament la réduction de la journée de travail, les capitalistes leur opposent les nécessités de la concurrence contre les marchés étrangers. L'organisation internationale généralisant cette revendication, détruit ce prétexte de résistance. L'émancipation partielle et totale du prolétariat ne peut se faire qu'internationalement. La paix entre les nations n'est donc pas, pour le prolétariat, une question de sentiment ou de sensiblerie, mais une question de vie et de mort. Les classes dominantes et leurs domestiques couronnés vivent de la guerre et par la guerre. Le principe de vie du prolétariat, producteur de toutes les richesses, sont le travail et la paix.

Une autre raison rend le pacifisme prolétarien autrement solide et sérieux que celui de snobs bourgeois. Le prolétariat a sa guerre à lui, la guerre des classes, qui l'absorbe totalement et exclusivement. Les mille morts et les cent mille blessés, tombés dans les mines anglaises, selon la constatation des délégués anglais, pendant la dernière année, sont une des conséquences de cette guerre de classe. Les délégués l'ont prouvé. En effet, on met en sûreté les propriétés minières et on laisse à la merci d'un coup de grisou les mineurs.

Les phrases n'assurent pas la paix. Ni les phrases d'Edouard VII, ni celles des hervéistes. Il n'y a que l'organisation, sérieuse et solide, du prolétariat international qui créera de véritables garanties de paix. A la presse *jaune* qui envenime les conflits et excite les peuples entre eux, le prolétariat organisé oppose sa presse *rouge*

qui prêche la solidarité prolétarienne universelle.

Voilà pourquoi nos camarades allemands et anglais, ces « machines à cotiser » — et à s'abonner à la presse socialiste et ouvrière — sont mieux garantis contre le chauvinisme que les ouvriers français qui, grâce à l'esprit individualiste et anarchiste habilement entretenu par toutes sortes de *bluffs à la mode*, n'ont, pour le moment, ni organisation solide, ni une presse à eux, répandue à millions d'exemplaires, comme celle d'Outre-Rhin.

Ce n'est qu'à cette condition que nos Congrès internationaux deviendront le plus grand, le plus puissant facteur de paix.

Ch. RAPPOPORT.

## A PROPOS DES MINEURS

Enfin, Pouget prend la parole un peu plus explicitement qu'il ne le fit au Congrès de Montceau, et — en anarchiste qui ne respecte ni la logique, ni la discipline, ni la vérité — il tourne autour de la question que nous avons nettement posée et se garde bien d'y répondre.

Enumérer les... erreurs de Pouget, serait perdre son temps. Pouget et ses compagnons de l'anarcho-syndicalisme ont tellement crié que leur personnalité était la représentation de la C. G. T. que non seulement eux-mêmes l'ont cru, mais qu'ils ont réussi à le faire croire à un certain nombre de camarades de bonne foi.

Ici, au *Socialisme*, nous n'avons jamais confondu la C. G. T., organe de tous les syndicats et de tous les syndiqués français, avec la poignée d'énergumènes qui, à la faveur d'événements que nous avons rappelés, se sont imposés à cette organisation et en ont fait leur chose.

A propos des mineurs, Pouget avance deux inexactitudes flagrantes, à savoir : 1° que nous avons pris la défense de Basly ; 2° que nous donnons chaque semaine « sur les doigts » du Comité Confédéral (Voir le dernier numéro de la *Voix du Peuple*).

Or, nos lecteurs ont pu se rendre compte que nous n'avons nullement pris parti, ici, dans le conflit qui a divisé le « Vieux Syndicat » des Mineurs et la C. G. T., dès 1902. Nous avons, au contraire, rappelé qu'à cette date, c'est contre l'influence de Basly qu'ont été dirigées nos critiques. Nous avons ajouté qu'à l'heure actuelle,

L'alinéa I se justifie par l'histoire des syndicats américains, qui, en désertant le terrain de la lutte des classes, n'ont pas seulement commis une mauvaise action : ils ont fait une mauvaise affaire.

Je rappellerai, à propos de l'alinéa II, que certains partisans du système de la neutralité estiment que l'on peut être socialiste sans le dire, et vous n'ignorez pas que Bebel s'est fait fort d'écrire un ouvrage sur le syndicalisme socialiste, sans prononcer ce dernier mot. On pourrait peut-être en dire autant du mouvement politique. Mais, d'après moi, cette attitude n'est ni courageuse, ni avantageuse. C'est une illusion de s'imaginer qu'il suffit de supprimer un mot pour tranquiliser le patronat, et l'existence des syndicats neutres n'empêche nullement la création de syndicats jaunes. Voyez l'Allemagne ! Voyez aussi la Suisse ! La propagande socialiste sans le mot « socialisme » est un socialisme atténué. Pourquoi les grandes unions centrales d'industrie ont-elles prospéré en Allemagne, alors qu'elles n'ont pu s'implanter encore en Angleterre, si ce n'est parce qu'une classe ouvrière plus imprégnée de socialisme a plus facilement triomphé des préjugés égoïstement corporatifs ? En affirmant que les syndicats doivent être socialistes, nous ne voulons pas exclure les travailleurs non encore convertis à nos idées, mais seulement que leur action et leur propagande doivent être socialistes. Il ne s'agit pas de diviser la classe ouvrière, mais de mieux l'unir !

Le syndicat est nécessairement une organi-

## DES RAPPORTS

entre le Parti et les Syndicats

DÉLIBÉRATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION  
DU CONGRÈS INTERNATIONALE DE STUTTGART (1)

1<sup>re</sup> Séance. Lundi 20 août 1907

L'assemblée désigne comme président Anseele, comme secrétaire Kautsky.

DE BROUCKÈRE (Belgique). — J'ai l'honneur de déposer sur le bureau la résolution votée par le Parti Ouvrier Belge et incorporée dans mon rapport. Je tiens toutefois à faire observer que je ne parle pas au nom de toute la section belge. Nous y avons admis des représentants de la fédération des syndicats neutres d'Anvers, qui sont récemment sortis de notre Centrale Syndicale, parce qu'ils sont en désaccord avec celle-ci sur des questions de méthode. Cette désaffiliation a fait croire à certains de nos amis qu'il y avait en Belgique crise syndicale. Et si j'en parle au début de mon discours, c'est pour qu'il ne s'accrédite pas des légendes.

(1) Nous croyons devoir reproduire le compte-rendu analytique des travaux de la 2<sup>e</sup> Commission du C. I. de Stuttgart, qui viennent d'être publiés par la Librairie du Peuple, de Bruxelles (un volume à 3.50) et qui présentent un grand intérêt documentaire pour les lecteurs du *Socialisme*.

Il n'y a point de crise syndicale en Belgique ; aucun syndicat ne s'est désaffilié du parti ; le nombre de nos organisés ne cesse de croître. Mais la situation en Belgique est fort compliquée ; il y a des syndicats affiliés au Parti ouvrier et à la Commission Syndicale ; des syndicats affiliés au seul Parti ouvrier ; des syndicats affiliés à la Commission Syndicale du Parti ouvrier et des Syndicats indépendants. Mais tous se basent sur le principe de la lutte des classes. Il y a également des syndicats localistes, dont la plupart des membres se déclarent aussi socialistes, et des organisations socialistes qui ne sont ni affiliées à la section syndicale, ni directement au parti, mais qui le sont cependant indirectement à ce dernier, par l'intermédiaire de leur mutualité. Cette situation singulière provient du fait que notre organisation a été créée par bribes et morceaux, et il s'agit en ce moment de coordonner toutes ces forces. En réalité, je représente ici au moins cent mille ouvriers organisés, tandis que les camarades que nous avons admis dans notre section parce qu'ils déclarent aujourd'hui reconnaître le Parti ouvrier comme leur représentation politique, peuvent à peine compter sur sept à huit mille membres. C'est d'ailleurs avec raison que Bernstein reconnaît, dans le « Sozialistische Monatshefte », que les syndicats socialistes sont, en général, plus solidement organisés et comptent plus de membres que les organisations des autres tendances.

Puisque notre temps est limité, je me bornerai à commenter brièvement notre résolution.

Le besoin d'Unité ouvrière qui se manifestait si fortement en France, ne nous permettait pas de ratiociner sur le passé et de chercher à savoir qui avait tort, de Basly ou des délégués envoyés dans le Pas-de-Calais par la C. G. T. Un certain nombre de membres du « Vieux Syndicat », y compris Basly, ont couvert d'injures, dit-on, quelques personnalités appartenant au Comité Confédéral; ces personnalités se sont-elles privées de riposter par un redoublement d'injures à l'égard du « Vieux Syndicat »? Pas plus ce dernier que le Comité Confédéral, n'est responsable des crises de nerfs de quelques-uns de ses membres. Solidariser les 80.000 mineurs de France avec Basly ne serait pas plus juste que solidariser la C. G. T. avec Griffuelhes, Pouget et autres. Ce ne sont pas les manitous du syndicalisme qui parviendront à nous émouvoir et à nous faire prendre leurs précieuses personnes pour la masse ouvrière qui, sans bruit et sans violence, s'enrêment dans les syndicats non pour servir de piédestal à quelques bonshommes, mais pour accomplir le devoir de classe.

Le Comité Confédéral, pas plus que la C. G. T. n'a été visé dans nos critiques. Nous avons le droit — et le devoir — d'émettre ici et ailleurs notre opinion en ce qui touche l'avenir du mouvement ouvrier français. Nous pouvons nous tromper et ne prétendons pas à l'infailibilité des docteurs de l'Anarcho-syndicalisme. Mais, ce que nul ne contestera, c'est que nous ne recherchons rien pour nous-mêmes et que notre unique but est la réconciliation des prolétaires qui, jusqu'à ce jour, se sont laissés diviser aussi bien par la bourgeoisie que par son auxiliaire en perturbation et en désorganisation, le syndicalisme anarchiste.

Il faut qu'on sache que nous en avons assez de la bande d'insulteurs qui s'arroge le droit de distribuer le blâme et l'éloge au nom d'une organisation qui jamais ne leur a donné ce mandat. Il faut que les militants résistent enfin au bluff des Griffuelhes, Pouget et C<sup>o</sup> et fassent entendre, non pas l'écho factice d'une minorité infime de perturbateurs, mais la grande voix de la masse des syndiqués qui souffrent et qui espèrent.

Il est bientôt dit de traiter de « jaune » quiconque ne s'incline pas devant l'autorité souveraine des anarchistes embusqués dans le syndicalisme. On peut, dans son bureau de fonctionnaire syndical, voir les êtres et les choses de loin et porter des jugements sévères. Il est plus difficile de recruter pour nous ceux qui sont contre nous.

Or, nous n'avons, au Socialisme, confiance que dans la puissance de l'organisation. Nous estimons que là ou il n'y a rien — que l'anarchie — l'horizon est fermé pour notre propagande. Là, au contraire, où se trouve la masse ouvrière, nous savons que cette masse pourra être hostile à notre conception pendant un certain temps,

mais que, finalement, le développement du capitalisme aidant, c'est au socialisme que cette masse se ralliera et apportera, à défaut des quelques fortes têtes que nous négligeons, la force impédu nombre qui, en elle seule, contient tous les éléments de la victoire de la classe ouvrière.

P.-M. ANDRÉ.

## Pensions pour la Vieillesse en Angleterre

La loi anglaise pour les pensions a été publiée le 2 juin, et l'on peut aujourd'hui, avec le texte sous les yeux, discuter et apprécier son importance. Une brève analyse des différents articles servira à mettre nos lecteurs au courant de cette nouvelle contribution à la législation paternelle des gouvernements capitalistes en faveur des vieillards pauvres et des épaves de la société moderne.

Le premier article explique en quoi consistera la pension : 5 shellings (7 fr. 25) par semaine, somme fournie par l'Etat. Pour obtenir cette pension, il faut avoir atteint l'âge de soixante-dix ans, être de nationalité anglaise et résider en Angleterre, et ne pas posséder plus de 26 livres (650 francs) de revenu annuel.

On a trouvé — avec raison — que la limite d'âge aurait dû être abaissée, et les députés ouvriers n'ont accepté la loi qu'en se réservant de faire tous leurs efforts dans ce but. Mais ce sont les conditions de disqualification qui offrent le plus de prise à la critique, même des journaux libéraux. D'après la loi, tout vieillard qui a reçu des secours pendant la présente année ne pourra avoir droit à la pension. Il est, en effet, difficile, même au simple point de vue humanitaire, de deviner la raison de cette restriction. Si, en effet, le vieillard en question a été jugé digne de recevoir du secours, l'année même de la promulgation de la loi, à plus forte raison, il devrait avoir droit à une pension. D'après la philanthropie vulgaire, il ne peut y avoir de meilleure preuve de l'indigence des candidats à la pension que le fait que leurs besoins ont été reconnus par le bureau de bienfaisance de l'endroit où ils habitent.

Sans doute, en Angleterre, le fait de recevoir des secours de la paroisse où vous habitez vous empêche d'avoir un suffrage. Mais cela ne peut pas être la raison qui a poussé le législateur à interdire à ces non électeurs toute espérance de pension (?).

Le second point qui vous disqualifie, c'est d'avoir refusé de travailler, lorsqu'on le pouvait... Ceci est encore plus délicat. Qui pourra prouver que l'on « pouvait » travailler? Fau-

dra-t-il demander aux patrons une attestation de bonne vie et mœurs? En ce cas, ce serait une autre forme de livret, qui tiendrait la classe ouvrière anglaise sous la férule du patronat, sans compter que pour prouver que l'on a toutes les qualités de bon travailleur, d'homme sobre, etc., il faudrait rétablir une inquisition, en comparaison de laquelle celle de M. Cailiaux paraîtrait enfantine.

Ces deux points — sans compter la limite d'âge — sont évidemment la partie la plus faible et la plus exposée aux attaques, de la nouvelle loi sur les pensions pour la vieillesse. Le législateur reprend d'une main ce qu'il donne de l'autre, comme cela arrive souvent. Le fait de donner une pension permettra à l'Etat — et à ceux dont il est le représentant, — de se faire présenter le casier judiciaire de tout candidat, de le questionner sur sa conduite passée et présente, sur ses habitudes de vie et, enfin, sur ses moyens de vivre. Il est certain que ceci peut devenir une arme terrible contre la classe ouvrière, si l'on n'y prend garde.

Il est, d'ailleurs, remarquable que l'acclamation qui a accueilli l'initiative du premier ministre a considérablement diminué d'intensité, dès que l'on a pu étudier, article par article, la loi sur les pensions. On commence à s'apercevoir que les avantages, très problématiques, puisque peu d'ouvriers atteignent l'âge de soixante-dix ans, pourraient être singulièrement affaiblis par les inconvénients, qui sont l'inquisition légale sur la conduite et la vie des ouvriers. Ce qui prouve qu'en période capitaliste, les mesures les plus libérales en apparence ont toujours un arrière-goût amer pour le prolétariat.

Ch. BONNIER

## A propos du « Propriétisme »

Le sieur Biétry est tellement accoutumé à la réprobation générale dont il est entouré, qu'il a été étonné que, dans mon récent article sur le « Propriétisme », j'ai négligé de parler de sa triste personnalité pour m'en tenir à discuter non pas ce qu'il appelle « ses théories » mais une théorie déjà préconisée par Doumer, Ribot et autres politiciens bourgeois, en vue d'assurer la propriété à la classe ouvrière autrement que sous la forme sociale, qui est la seule réalisable en l'état du développement du machinisme.

Nous avons l'habitude ici de nous occuper des idées et jamais des personnalités. Nous nous serions gardés de changer cette manière en l'honneur d'un personnage tel que Biétry.

Celui-ci aurait donc grand tort de se féliciter du silence que nous avons gardé à son égard.

Victor MAGE

sation poursuivant un but politique, et il n'y a pas d'organisation professionnelle qui n'agisse directement ou indirectement sur les parlements et qui ne pratique l'action politique. Voyez ce qui s'est passé en Angleterre? N'en est-il pas de même en France de la Confédération Générale du Travail, qui, par l'intermédiaire des membres de ses comités, négocie avec les Ministres et se rend volontiers dans le cabinet des présidents du Conseil? Nous estimons que l'action des parloirs est inférieure à celle des parlements, et je préfère, quant à moi, la politique de la discussion publique à celle de la discussion des couloirs. Il importe d'avoir, de part et d'autre, du côté du parti comme du côté du syndicat, une communauté de pensée et d'action. C'est là la thèse adoptée au Congrès de Mannheim.

La délégation belge ne demande pas aux autres nationalités, dont la situation peut être différente, d'adopter la même tactique que le Parti ouvrier. Mais elle estime que les rapports entre les syndicats et le parti socialiste ne doivent pas être seulement des rapports de bon voisinage, mais qu'il importe aussi de poursuivre l'unité dans l'action. L'établissement des relations intimes et de rapports organiques, ce n'est pas là une idée vaine; cette conception a été réalisée en Autriche, en Suède, au Danemark, dans d'autres pays encore. C'est cette tendance qui a nos préférences. Je ne dirai rien des alinéas III et IV qui ne font que consacrer une situation internationale déjà en grande partie existante et ordonner une en-

quête nécessaire. En somme, la résolution belge complète la résolution d'Amsterdam relative à l'unité socialiste en affirmant la nécessité de l'unité ouvrière. J'ai donc l'honneur de vous soumettre la résolution suivante :

### Projet de résolution du P. O. belge

« Le Congrès rappelle les décisions des Congrès internationaux antérieurs qui, unanimement, ont considéré l'organisation syndicale comme absolument indispensable et ont imposé à tous les travailleurs conscients l'impérieux devoir d'y adhérer et de n'épargner aucun effort pour la développer.

#### I

« Il affirme que le progrès même du régime capitaliste, la concentration croissante des forces productives, la forte organisation de classe des patrons, la dépendance croissante de chaque entreprise vis-à-vis de l'ensemble de l'organisme bourgeois, condamnent à l'impuissance une action syndicale qui serait basée sur la préoccupation exclusive des intérêts de métier et sur l'entente avec le patronat, sur les principes de l'égoïsme corporatif et de la paix sociale. Il affirme que l'organisation syndicale ne peut plus assurer à ses membres une amélioration véritable de leur sort qu'à la condition de conformer son action et sa propagande au principe de la lutte des classes, donc au principe du socialisme international.

« Il engage donc les travailleurs à pénétrer les associations professionnelles des principes du socialisme international. Il leur demande de travailler dans ce sens au sein même des unions existantes, à moins qu'elles ne soient des instruments d'asservissement aux mains de quelque fraction de la bourgeoisie et d'éviter la création toujours regrettable d'organisations concurrentes. Il considère comme le but à atteindre de convertir les groupements encore réfractaires à la lutte des classes et de les amener dans la mesure du possible à un socialisme conscient et déclaré.

#### II

« Le congrès estime que la conjoncture sociale oblige les syndicats à étendre toujours davantage leur action politique, sous peine de stériliser leurs efforts. Il estime qu'il est, en conséquence, de plus en plus impérieusement nécessaire qu'entre le parti socialiste et les syndicats, il y ait unité absolue de pensée et d'action. Il en résulte qu'ils doivent concerter leurs efforts, ce qui n'est vraiment possible que par l'établissement de liens organiques entre toutes les formes de groupements ouvriers.

(A suivre.)

## L'ÉVOLUTION & LA RÉVOLUTION

La conscience que prend de plus en plus le prolétariat de ses intérêts de classe, de ses droits imprescriptibles et de ses devoirs impérieux, nous permet d'escompter son émancipation prochaine, dans l'intérêt même de l'Europe et de la civilisation mondiale.

Gustave Flaubert, dans une de ses lettres à George Sand, datée du 3 août 1870, disait :

« Les guerres de race vont peut-être recommencer? On verra, avant un siècle, plusieurs millions d'hommes s'entre-tuer en une séance. Tout l'Orient contre toute l'Europe, l'ancien monde contre le nouveau! Pourquoi pas? Les grands travaux collectifs comme l'isthme de Suez sont peut-être, sous une autre forme, des ébauches et des préparations de ces conflits monstrueux dont nous n'avons pas l'idée! »

Depuis la guerre franco-allemande de 1870, les armées permanentes se sont transformées dans les grands pays militaires de l'Europe; un peu partout, dans tous ces pays, s'est institué le service militaire égal et obligatoire pour tous. Mais cette Europe hérissée de canons, séparée par les douanes nationales, divisée en républiques, monarchies et empires, rivalisant d'intérêts, se ruinant en armements formidables, se ruant à l'envie aux conquêtes coloniales, est menacée par l'Asie qui se réveille, secoue sa torpeur séculaire, révolutionne ses vieux modes d'industrie, de commerce et d'agriculture, arme ses centaines de millions de sujets.

De même que la France impériale d'avant 1870 ne connaissait rien de l'Europe, ignorait ce qui se passait au delà de ses frontières et se fit d'autant mieux battre par l'Allemagne, qui se préparait à son unité nationale par la guerre, la Russie, cette grande puissance du Nord, ce colosse que l'Europe redoutait, ignorait ce qui se passait en Asie quand elle fit la guerre avec le Japon, qui lui fit subir une humiliante défaite.

Actuellement, la Chine a déjà formé la plus forte armée du monde et il est à craindre que la prophétie de Flaubert ne se réalise bientôt.

Divisée comme elle est, c'en serait bientôt fini de l'Europe. Ce sont les Etats-Unis d'Europe qui pourraient sauver l'Europe. Mais pour réaliser cette unification des Etats de l'Europe, il faudrait assurer le même régime politique dans toutes les nations, régime politique basé exclusivement sur la souveraineté populaire, régime de démocratie dans la République continentale.

La bourgeoisie craint le régime démocratique; elle recule devant le grand problème politique à résoudre en Europe, parce qu'elle voit que le régime d'égalité politique prépare la voie à l'égalité sociale et aux progrès du Socialisme. Et trahissant son passé de luttes démocratiques, abandonnant sa mission historique, elle appelle à son secours toutes les forces de réaction cléricale et monarchique contre la Révolution sociale qui vient.

C'est ici que la question se pose: le prolétariat, pour s'affranchir du salariat, doit-il n'employer que les moyens pacifiques, doit-il désormais repousser la révolution et ne compter que sur l'évolution?

Il ne dépend pas de lui, tout au moins dans l'état actuel, d'employer les moyens qui lui conviennent le mieux, qui peuvent lui assurer la victoire définitive dans la lutte qui s'est déclarée, qui se prolonge et s'aggrave entre lui et la bourgeoisie capitaliste. La révolution violente n'est pas nécessairement indispensable pour l'accouchement des nouvelles sociétés; elle n'est pas toujours profitable à l'humanité; elle a quelquefois d'autres résultats que l'affranchissement. Nous ne la désirons pas. Néanmoins, il est certain que la classe capitaliste, pas plus que la Noblesse en 1789, ne consentira à son suicide pour assurer le bonheur social, pour le bien-être de tous. La preuve en est dans l'évolution à rebours, dans le recul vers la réaction que la bourgeoisie, même la plus démocratique, opère de nos jours, dans

le monde entier, par peur du Socialisme. La bourgeoisie résistera à la poussée socialiste; elle provoquera même les violences des prolétaires, afin d'employer contre eux les mesures de répression brutale, afin de pratiquer les saignées populaires et les coups d'Etat.

C'est elle qui rendra la Révolution sociale violente inévitable par la plus terrible des réactions conservatrice et qui décidera du sort de la société moderne.

Cela veut-il dire que nous devons borner toute notre action, toute notre propagande, toute notre organisation, en vue et dans l'unique espoir de cette Révolution? Non, nous n'en sommes plus au temps du romantisme révolutionnaire; l'évolution est une force, une puissance dans les pays où fonctionne le suffrage plus ou moins universel; des réformes s'obtiennent sans le recours à la violence, sans le recours à la révolution.

Certes, si on peut être révolutionnaire sans être socialiste, on ne peut être socialiste sans être révolutionnaire; mais la révolution que le socialisme veut accomplir dans le monde, ce n'est pas nécessairement l'effusion de sang, c'est la transformation du régime capitaliste, régime de désordre et de crime, en société fraternelle et égalitaire, où la misère et la guerre feront place à la paix et au bien-être pour tous les êtres humains.

Pour réaliser cette transformation sociale, véritable révolution accoucheuse du monde nouveau, il faut un prolétariat mondial conscient et organisé, employant tous ses efforts à la conquête du pouvoir politique, pénétrant dans les municipalités et organisant les grands Syndicats et les grandes Coopératives, instituant ses sections et ses fédérations socialistes dans toutes les régions et dans toutes les communes, pour acquérir les forces et les qualités nécessaires à son affranchissement.

Ainsi organisé et conscient, il entrainera avec lui, dans sa marche vers la délivrance, tous les bourgeois déclassés, ruinés ou asservis, tous ceux qui comprendront enfin qu'ils ont plus à gagner qu'à perdre dans un changement de régime social, tous les transfuges bourgeois qui se joindront à l'Internationale socialiste en haine du privilège et du crime: l'évolution et la révolution auront ainsi été aussi nécessaires l'une que l'autre à l'émancipation du prolétariat, qui sera, en même temps celle de l'humanité.

C'est le Socialisme qui mettra fin au conflit des races, à la guerre entre les nations, à l'existence et à la guerre des classes; c'est de son triomphe que naîtra la civilisation.

H. GHESQUIÈRE.

## L'Action Sociale

### A L'INTÉRIEUR

## CONSEIL NATIONAL

La réunion du Conseil National, qui s'est tenue le 14 juin, s'est ouverte par le rapport du secrétaire.

Il ressort de ce rapport, que l'activité du Parti, au point de vue propagande, a été tout aussi importante que d'habitude.

Les délégués permanents titulaires ou adjoints ont donné un total de 138 réunions depuis le dernier Conseil National.

De nombreuses autres conférences ont été faites avec le concours des élus, des membres de la C. A. P. et des militants du Parti.

En outre le Parti est intervenu par des manifestes à l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, de la manifestation du Père Lachaise, pour l'anniversaire de la Semaine Sanglante et à propos de la tuerie capitaliste Draveil-Vigneux.

#### Élections Municipales

Les statistiques fournies par le Rapport sont forcément incomplètes, toutes les Fédérations n'ayant pas encore répondu au questionnaire qui leur a été adressé. Néanmoins, on peut évaluer

à 3.500 le nombre de sièges conquis par le Parti dans toute la France.

Etant donnée la coalition de tous les partis contre le Socialisme, ces résultats sont on ne peut plus heureux; ils montrent que le Socialisme n'est pas en décroissance.

#### Discussion du rapport.

Notre ami Bracke demande la parole pour présenter une observation. Il ne veut pas, dit-il, blâmer la C. A. P. mais il lui sera bien permis de signaler que la C. A. P. n'est pas intervenue avec toute la vigueur nécessaire lors des tueries de Draveil-Vigneux. Sans doute, elle a lancé un manifeste, mais cela est insuffisant. La C. A. P. ne doit pas seulement se considérer comme un simple organe de correspondance, il faut que la C. N. lui dise qu'elle a le devoir de ne pas reculer devant les initiatives nécessaires. Le C. A. P. aurait dû indiquer aux Fédérations qu'elles avaient à organiser un énergique mouvement de réprobation contre le crime abominable de Draveil. Cela a été fait dans le passé, lors du crime de Fourmies. A ce moment, on a créé un vaste mouvement d'agitation dans toute la France. Depuis même, lors des massacres de Pétersbourg, alors que le Parti n'était pas définitivement unifié, on a organisé une vaste campagne de protestation.

Après quelques mots de Tanger, l'observation de Bracke, qui ne comportait, comme il l'avait affirmé lui-même, dès le début de son intervention, aucune idée de blâme, mais une simple indication pour l'avenir, en serait restée là, si une intervention du citoyen Dubreuilh ne l'avait portée sur un nouveau terrain.

Le secrétaire du Parti est en effet venu s'élever contre tout ordre du jour déposé dans le sens des paroles du citoyen Bracke. Car, dit-il, un pareil ordre du jour (il n'était d'ailleurs dans l'idée de personne d'en déposer un) serait considéré comme un blâme à la C. A. P. après... l'article du citoyen Rappoport. Il s'agit de l'article « Où est le Parti Socialiste » paru dans le dernier numéro du *Socialisme* et qui a dû frapper juste pour trouver tant d'échos.

C'est Bracke qui répond à nouveau. Il répète ses propres paroles au sujet de la véritable nature de son intervention. Quant à l'article de Rappoport, il en approuve le sens général, les erreurs qu'il contient ne sont que des erreurs insignifiantes de détail.

La discussion se poursuit sur ce terrain là, lorsque le citoyen Lévy, de la Seine, vient déclarer que pour lui il se félicite que, dans l'agitation à créer, le Parti ait *heureusement été brûlé par la Confédération*.

Cette déclaration soulève quelque émotion. Bravo, pour « heureusement », crie-t-on ironiquement.

Plusieurs orateurs se succèdent tour à tour. Entre autres Constans s'élève contre ceux qui s'imaginent que le Parti ne saurait être que le chargé des affaires électorales des quelques jeunes gens de bonne famille qui trouvent toujours que le Parti n'est bon à rien (peut-être parce qu'ils se confondent un peu trop avec lui) et qui déclarent, quand il y a lieu d'agir, que nous ne devons rien faire.

A signaler une intervention très applaudie de Jean Longuet, qui sans approuver certes tout ce qui a été dit, tient lui aussi à s'élever avec force contre ceux des socialistes qui n'ont pour le Parti que paroles blessantes et cherchent sans cesse à rabaisser son action.

Delory ayant proposé l'ordre du jour pur et simple, il est adopté à l'unanimité.

Avant la clôture de la première séance, le citoyen Martin (Drôme), présente l'ordre du jour suivant, à propos de la scandaleuse révocation du camarade Roux-Costadau, qui est adopté à l'unanimité et par acclamations:

Le C. N. proteste énergiquement contre le nouvel abus de pouvoir du ministre Clemenceau qui, dans la Drôme, après Jules Nadi, vient de révoquer l'instituteur Roux-Costadau, devenu gênant par sa propagande socialiste, et constate une fois de plus l'acharnement avec lequel ce triste ministère poursuit la classe ouvrière, tantôt en fusillant lâchement les grévistes, comme à Draveil, tantôt en supprimant le gagne-pain des propagandistes du socialisme.

Au commencement de la deuxième séance Bracke entretient la C. N. de la situation de l'*Humanité* qui est excellente et que les militants pourront par leur effort rendre meilleure encore.

*Le Bureau International*

Vaillant déclare, en son nom et en celui de Jaurès qu'il propose d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance la question suivante : *De l'action combinée des prolétaires et socialistes des pays concernés pour prévenir les conflits européens et coloniaux dont, par leurs accords et désaccords et leurs intrigues, les gouvernements les menacent.*

En outre, il pense qu'il y a lieu de maintenir le statu quo au sujet de la question posée par le Social Démocrate Party d'Angleterre et qui concerne l'admission de certaines Trades-Unions dans l'Internationale.

*Le Congrès de Toulouse*

On décide qu'il aura lieu immédiatement après le Congrès de la C. G. T. à Marseille. La C. A. P. déterminera la date exacte. Ce sera dans les premiers jours d'octobre.

En tête de l'ordre du jour, on inscrit sous la formule de « l'Action du Parti Socialiste » toutes les questions qui pourront se grouper sous cette rubrique générale. Ensuite les propositions de modifications aux statuts et la propagande agricole.

*Le Parti et les Syndicats.*

Le citoyen Delory constate que de plus en plus la formule proposée par l'Internationale à Stuttgart tend de plus en plus à se réaliser. Nous avons tracé la voie, le prolétariat a compris, il n'y a plus qu'à laisser faire. Après quelques réserves de Vaillant et sur la demande de Delory la question est retirée de l'ordre du jour.

*Le voyage du Tsar.*

Le Congrès sur ce sujet vote la résolution suivante :

*Le Conseil National déclare que le Parti socialiste en France, fidèle au devoir de la solidarité socialiste internationale, s'élève avec indignation contre la visite de M. Fallières à l'autocrate russe au moment même où son gouvernement de sang multiplie les fusillades, les pendaisons et les déportations en Sibérie.*

*A l'exemple des camarades socialistes italiens qui, par leur vigoureux effort, ont empêché, en 1903, la venue du Tsar en Italie, s'inspirant de l'action récente des militants au Parti du Travail anglais à la Chambre des Communes, protestant contre le voyage d'Edouard VII en Russie, il invite toutes les Fédérations et organisations à donner corps à sa protestation et en particulier la Commission administrative permanente.*

*Il déclare qu'au cas où le Tsar Nicolas devrait, comme on l'a annoncé, venir en France, le prolétariat serait tout entier debout pour jeter à la face des bourreaux du peuple russe toute sa haine et tout son mépris.*

Cette proposition est votée à l'unanimité.

On peut être assuré que si Nicolas le Sanglant persiste dans son projet il s'apercevra que ce n'a pas été là une manifestation platonique.

Enfin, au sujet du massacre de Draveil, le Conseil national a adopté l'ordre du jour que nous publions d'autre part.

**Les mineurs et la C. G. T.**

La section des Fédérations s'est réunie lundi dernier pour entendre les délégués de la Fédération nationale des mineurs — les camarades Cordier, du Pas-de-Calais, et Merzet, de Montceau-les-Mines — qui venaient insister pour l'acceptation de cette Fédération dans la C. G. T.

Cordier a rappelé des faits précis qu'il importe de faire connaître.

Avant les incidents de la grève du Pas-de-Calais (1902), la Fédération nationale des mineurs, par l'organe de son secrétaire général, le citoyen Cotte, avait demandé son admission à la C. G. T. Lors de la grève générale de 1902, une division se produisit dans le sein de la Fédération nationale. Montceau, le « jeune syndicat », Decazeville et quelques centres de la Loire formèrent l'Union fédérale qui fut reçue à la C. G. T. L'ancienne Fédération ayant demandé à être également admise, il lui fut répondu qu'elle devait d'abord faire l'union avec les dissidents.

Aujourd'hui, cette union est faite, mais une nouvelle condition a été posée à l'acceptation des mineurs. On exige que le vieux syndicat blâme son président Basly pour son attitude à l'égard du jeune syndicat, au cours de ce qu'on appelle « les incidents du Pas-de-Calais ». Ces incidents

sont exposés dans une brochure contenant le rapport de Cordier au Congrès de Denain (1907). Ils se résument ainsi : pendant cinq ans, le compagnon Broutchoux a fait une violente campagne contre « les bouffe-galette » du vieux syndicat et « le vendu » Basly. Ce dernier a riposté en accusant Broutchoux de malversation et a offert de prouver que le compagnon anarchiste était payé par la réaction.

Le syndicat de Montceau demanda qu'un jury d'honneur fût nommé pour examiner les accusations réciproques de Basly et de Broutchoux. Celui-ci désigna les camarades André et Combes, de Montceau, et Monatte, de la C. G. T. Le vieux syndicat désigna Monier, Rougerie et Cordier. Une discussion s'étant engagée entre les arbitres sur l'étendue de leur mission, celle-ci ne put aboutir.

D'autre part, dans la *Voix du Peuple* du 23 avril 1906 on a accusé Basly d'avoir publié dans le *Réveil du Nord* un article qui avait eu pour conséquence l'arrestation de Griffuelhes, Lévy, Monatte et autres délégués de la C. G. T. Or, Basly nie énergiquement d'avoir écrit un article de ce genre. L'article visé par Pouget émane et est signé par la direction du journal. Basly n'en assume nullement la responsabilité. Il écrit dans le *Réveil du Nord* dans les mêmes conditions que Jaurès à la *Dépêche* de Toulouse et que Pouget au *Matin*.

En résumé, a conclu le camarade Cordier, on use d'arguties misérables pour nous tenir en dehors de la C. G. T., et s'adressant particulièrement aux grèves-généralistes, il leur a demandé s'ils comptaient pouvoir faire la grève générale sans avoir les mineurs avec eux.

Le citoyen Pouget a déclaré ne pas accepter les explications relatives au *Réveil du Nord*. Il considère que ce journal et Basly ne font qu'un.

Après lui, le citoyen Griffuelhes a prononcé un violent réquisitoire contre Basly, les membres du bureau du « Vieux Syndicat » ; il en a appelé à Merzet des souvenirs de leurs anciennes luttes contre ce « Vieux Syndicat » et a posé la question de confiance sur la question de l'admission des mineurs, comme un véritable Président du Conseil.

Les camarades Bourderon (tonneau) Mallardé (tabacs) Diem ont parlé en faveur de l'admission et Thil (des lithographes) a fait de même en protestant contre la façon dont Griffuelhes et Pouget ont posé la question de confiance.

A nouveau, Griffuelhes a maintenu ses déclarations, ajoutant que l'adhésion des mineurs, c'était Basly, secrétaire de la C. G. T. (!!!)

Le citoyen Robert a demandé que l'on mette comme condition à l'admission le désaveu des « agissements » du « Vieux Syndicat » ; mais le délégué des mineurs de Carmaux a fait observer que le Pas-de-Calais n'était pas tout le prolétariat minier, et le citoyen Merzet a ajouté qu'il n'avait pas à désapprouver ce qu'il n'avait jamais approuvé.

Pour finir, le citoyen Cordier a déclaré désapprouver les attaques du *Réveil du Nord* et demandé que l'admission définitive des mineurs fût réservée pour quelques jours, en attendant la publication de sa déclaration.

Dans ces conditions, de nombreuses organisations partisans de l'acceptation des mineurs ont voté le renvoi. Seuls, les Pharmaciens, les Lithographes, les Travailleurs municipaux, les Teinturiers, le Livre ont voté l'admission immédiate.

**Le XIX<sup>e</sup> Congrès international****des Mineurs.**

Nous commencerons dans notre prochain numéro la publication du compte rendu du Congrès international des mineurs, qui a été fait par notre camarade Ch. Rappoport.

**A L'EXTÉRIEUR****Relations syndicales internationales.**

Le Comité Fédéral de la Céramique s'est rallié au vœu émis par le Congrès du Bâtiment, estimant qu'il y avait lieu que des rapports plus intimes s'élaborent, par le canal du secrétariat international, avec l'internationale des syndicats.

La question viendra au Congrès de Marseille et nous souhaitons qu'une majorité s'affirme dans ce sens, dans l'intérêt de la classe ouvrière.

**Internationaliste capitaliste.**

D'après le *Longovicien* du 26 janvier 1908, il y avait aux aciéries de Longwy, à Mont-Saint-Martin, au 31 décembre 1907, le chiffre d'ouvriers suivant :

Français . . . . .	500
Belges (un grand nombre habitant en Belgique) . . . . .	1.800
Italiens . . . . .	600
Allemands . . . . .	330
Suisses . . . . .	103
Total . . . . .	3.300

Soit un total de 2.833 étrangers contre 500 Français. On dit que les actionnaires sont tous nationalistes. C'est peut-être par patriotisme qu'ils préfèrent exploiter des étrangers que des Français.

**LA PRESSE CORPORATIVE**

Dans un article dont nous regrettons de ne donner que des fragments, A. Sartorès, du Syndicat des cordonniers, répond, dans *l'Ouvrier Syndiqué*, aux anarchisants qui raillent « l'encasernement » dans les organisations ouvrières et réclament l'insurrection, plus révolutionnaire :

« Ce que nous attendons ? Mais rien ! Nous n'attendons même pas. Nous faisons, chaque jour, œuvre révolutionnaire. Seulement, révolutionnaires d'un siècle nouveau, forts des leçons du passé et des expériences acquises, nous ne procédons pas à l'instar des insurgés d'autrefois, dont les moyens constitueraient de nos jours autant d'anachronismes et coûteraient infailliblement la vie à tous ceux qui auraient la folle audace de les ressusciter.

« Ce qui nous différencie des insurgés du siècle dernier, c'est que, révolutionnaires de l'école économique, nous voulons détruire l'organisation sociale actuelle jusqu'aux fondements les plus recelés et bénéficier seuls des fruits de notre labeur, — ce qui nous vaut d'avoir contre nous tous les partis de la classe possédante et dirigeante, depuis le plus infime des boutiquiers jusqu'au plus puissant des agioteurs, depuis l'humble garde champêtre jusqu'au premier magistrat de la nation.

L'accomplissement d'une œuvre aussi colossale exige des hommes de mentalité affranchie de tous préjugés religieux et politiques, de volonté ferme. Aussi, notre œuvre immédiate est-elle surtout d'organisation et d'éducation.

« Ne pouvant pas encore attaquer de front, avec la certitude du succès, ceux qui s'enrichissent de notre travail et nous maintiennent dans le servage, nous nous efforçons de mettre en évidence les méfaits qu'ils commettent quotidiennement et en tirons des conclusions susceptibles d'amener les travailleurs à se pénétrer d'eux-mêmes de la nécessité de la révolte ; car nous pensons que la prochaine révolution n'émancipera vraiment les individus qu'autant qu'elle leur sera apparue inévitable et se sera imposée à leurs esprits.

« Agir en ce sens c'est, qu'on le veuille ou non, faire œuvre de révolutionnaires.

Du *Réveil des Mécaniciens*, à propos de la réaction politique et économique :

« C'est une vaste arène où se poursuit l'anéantissement des plus faibles par les plus forts. Le travailleur est broyé sous l'étreinte mortelle d'un capitalisme inexorable qui paraît vouloir en extraire non seulement toute la substance productive, mais encore anéantir du même coup toute velléité de révolte, pour assurer et perpétuer l'odieuse servitude.

« C'est là le résultat de plusieurs années d'inertie et d'indifférence coupable, les erreurs, les fautes commises dans le passé sont durement expiées. Les travailleurs inorganisés ne peuvent offrir aucune résistance aux coups funestes qui leur sont portés, ils doivent tout supporter, et l'outrage à leur dignité et la spoliation honteuse de leur travail.

« Les enseignements résultant des attentats patronaux auront au moins cette conséquence de démontrer avec plus de force, plus de précision que n'aurait pu le faire la propagande, la nécessité urgente et inéluctable de l'organisation des travailleurs.

« La force, grande accoucheuse du progrès, mise au service des travailleurs organisés et conscients, affranchira le travail de ses tares et fera disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme, survivance de l'antique servage, de nos jours à peine atténué.

## La Presse Socialiste

Du *Proletaire* de la Drôme, sous la signature du camarade instituteur Roux-Costadau qui vient, à son tour, d'être victime de la canaillerie des radicaux et de son dévouement à la cause socialiste :

Ma révocation est devenue un fait accompli. Elle a justement surpris, indigné nos amis. J'ai reçu de tous les coins de la Drôme et de l'Ardèche de tels témoignages de sympathie, de telles protestations indignées que je leur en exprime à tous, ma reconnaissance la plus sincère, la plus émue. Je tiens cependant à les rassurer, à leur faire partager la douce philosophie qui est la mienne : il n'y a pas de joie plus pure que celle qui consiste à souffrir quelque chose pour les nobles aspirations de la pensée. Mais de là à me considérer comme un martyr, ce serait commettre une exagération. J'ai fait mon devoir, je ferai mon devoir simplement et consciencieusement, voilà tout.

Les plus à plaindre dans cette histoire, ce sont les malheureux casuistes qui se sont torturé la cervelle pour découvrir dans une de mes conférences, déjà vieille de cinq mois, quatre lignes susceptibles de me faire pendre.

A propos des assassinats de Draveil, P. Mélin, député du Nord, écrit dans *l'Emancipation*, de Valenciennes.

Le remède n'est donc pas dans l'application des pénalités; il est tout entier dans la suppression du patronat. Et quoi qu'en disent des adversaires intéressés à divers titres, quoi qu'en pensent les malheureux plus enclins aux railleries qu'à la recherche de la vérité, le remède est seul dans la transformation complète des conditions du travail, dans la répartition intégrale des bénéfices de la production, dans la disparition odieuse de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire dans l'avènement du socialisme. Là seulement est le salut, parce qu'en supprimant la cause des conflits, on en supprimera les effets criminels.

Jules Lekeu, continuant la polémique engagée par Auguste Dewuine dans le *Peuple*, de Bruxelles, contre l'action directe, pose la question suivante :

Au moins, nous apporte-t-on la pierre de touche qui permettra désormais de distinguer entre les socialistes parlementaires et les socialistes de l'action directe... « C'est que les travailleurs qui composent ce dernier parti ne comptent que sur eux et ne confient aucun mandat à des individus appartenant à une autre classe que la leur. Les syndicalistes n'admettent parmi eux que des syndiqués. Pour marcher dans leurs rangs, il faut montrer patte blanche, ou plutôt patte noire.

Et, évidemment, cela n'est pas de nature à plaire outre mesure aux intellectuels qui font plus de travail avec leur langue qu'avec leurs mains ».

Alors, toute cette controverse, qu'on pouvait croire de tendances ou, du moins, de méthodes, se réduit à une querelle d'origines dans l'enrôlement des recrues. « Ne dis pas où tu vas, dis-moi d'où tu viens! » C'est le vieil antagonisme entre manuels et intellectuels qu'on songe à ressusciter. La tentative n'est pas neuve, et le bon sens des travailleurs belges en a toujours fait justice...

Saint-Venant écrit dans le *Travailleur du Nord* :

Admettons pour l'instant que le socialisme parlementaire et le syndicalisme poursuivent théoriquement le même but, qui est la propriété commune des moyens de production et d'échange. Il ne faut point pour cela oublier que si le syndicalisme accuse le socialisme parlementaire de partir du fatalisme économique pour aboutir à l'étatisme et à la corruption démocratique, c'est une déclaration de guerre qui date de l'arrivisme qu'est le socialisme anti-parlementaire.

Aucun fatalisme politique ne s'est doublé d'un fatalisme économique et jamais de mémoire il n'est venu à l'idée des militants sincères de substituer à l'action syndicale, l'action politique. Chacun se doit sur son propre terrain d'acti-

ver, par tous les moyens dont il dispose, la transformation politique et économique du régime bâtarde que nous subissons. Point n'est besoin pour obtenir ce résultat, d'opposer à l'action politique du Parti socialiste une action économique qui bluffe en déclarant être les révoltés de toutes les heures, sans maître, sans patrie, et les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures « y compris celle du prolétariat », étant les amants passionnés de la culture de soi-même et partisans de la suppression de la propriété individuelle.

On nous traitait de sectaires lorsque nous avons, aux Congrès de Limoges et de Nancy, dit ce que le camarade Vaillant est obligé de constater, dans le *Socialiste*, après expérience. Mieux vaut tard que jamais!

Pendant de longues années, il importait avant tout, dans l'intérêt de l'unité ouvrière, d'amener le Parti socialiste à se rendre compte du rôle du syndicalisme, de son organisation fédérale et confédérale et de la nécessité de son absolue indépendance. Les résolutions des syndicalistes à Amiens, des socialistes à Limoges et Nancy ont solutionné cette question pour la paix entre eux d'abord, pour une combinaison et totalisation, ensuite, des efforts de la classe ouvrière corporativement et politiquement organisée.

Mais, comme il arrive toujours ici, par le fait du caractère impulsif français, parmi ceux mêmes qui avaient coopéré à cette campagne, il s'en est trouvé dont l'équilibre de jugement s'est troublé et

qui se sont demandé si ce n'était pas plutôt une tactique d'ordre syndicaliste que devait pratiquer le Parti socialiste. *C'était retomber dans la confusion d'où nous sortions, et d'une autre façon, moins dangereuse, mais qui ne valait cependant guère mieux que la précédente, parce qu'elle nous faisait manquer le but visé : reconnaître au syndicalisme son organisation et son action autonomes, pour que le socialisme eût également son organisme et sa fonction distincte dans l'intérêt du prolétariat pour son activité multiple et totale et pour les conditions pouvant seules assurer la valeur et le succès de sa lutte émancipatrice.*

## BIBLIOGRAPHIE

Le Secrétariat du Bureau socialiste international vient de faire paraître le *Compte rendu analytique du VII<sup>e</sup> Congrès International*, tenu à Stuttgart, du 16 au 24 août 1937.

Ce volume est fait avec une précision parfaite et reflète très exactement les opinions exprimées tant dans les Commissions que dans les séances publiques.

Il contient la liste complète des délégués et des groupes représentés ainsi que le compte rendu de la Commission parlementaire.

Tous les militants pourront se procurer ce volume à Bruxelles — Librairie du Peuple, 33, rue des Sables — moyennant 3 fr. 50.

### EN VENTE

### AUX BUREAUX DU "SOCIALISME"

15, Rue Visconti, 15

### Les Retraites Ouvrières et Paysannes

par le Monopole des Assurances

(Une brochure à 10 centimes)

contenant l'étude-préface de Charles Dumas, l'exposé de motifs et le projet de loi de Vincent Carlier, député des Bouches-du-Rhône.

Vente en gros : 6 francs le cent franco de port, contre mandat-poste adressé à l'administration du *Socialisme*.

Pour paraître prochainement :

La même brochure, complétée par l'étude des bilans des Compagnies d'assurances et du revenu du monopole.

Prix : 40 centimes.

Vente en gros à 30 francs le cent.

## La Coopération du Livre

ASSOCIATION OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE

3, Impasse Crozatier, 3 — PARIS-XII<sup>e</sup>

CATALOGUES, JOURNAUX, REVUES  
PUBLICATIONS PÉRIODIQUES, etc.

HORLOGERIE

### L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli — PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE de haute précision

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

Nickel, 36 fr. Acier, 40 fr. Argent, 48 fr. Or, 190 fr.

MONTRES :

Nickel, 30 fr. Acier, 32 fr. Argent, 42 fr. Or, 150 fr.

Envoi franco aux abonnés du *Socialisme*

Grand Choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

### LES VIGNERONS LIBRES, Coopération paysanne de Production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438.

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale, leurs prix défient toute concurrence.

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L. ; 19, rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500, un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquet de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin.

83, rue de Rambuteau, et en présentant une bande d'abonné du "**Socialisme**"

Le Gérant : MERCY.



La Coopération du Livre (Association Ouvrière d'Imprimerie), 3, Impasse Crozatier, Paris-XII<sup>e</sup>  
Administrateur-Délégué : L. MIOT.